

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



48623

Distr.  
LIMITEE  
E/CN.14/SDP/5  
17 septembre 1963  
Original: FRANCAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Réunion d'experts sur l'incorporation des  
programmes de développement social dans la  
planification intégrale du développement  
Addis Abeba, 9-18 octobre 1963  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

TENURE DES TERRES ET DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE EN HAUTE VOLTA

par  
M. BOUTILLIER

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Présentation générale	1-4
2. Les caractéristiques des structures foncières voltaïques	4-12
3. Evolution des terroirs et droit foncier	12-18
4. Réforme foncière et développement	18-21



## TENURE DES TERRES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN HAUTE-VOLTA

1. Présentation générale

La République de Haute-Volta s'étend approximativement entre les 9° et 15° de latitude nord et entre le 2° de longitude est et le 5° de longitude ouest. Elle couvre une étendue de 275.000 Km<sup>2</sup> et est peuplée d'environ 4.400.000 habitants.

Le pays est tout entier compris dans la zone de savane qui, du Cap-Vert au Tchad, prend en écharpe l'Ouest Africain entre le Sahel saharien au nord et, au sud, les zones forestières bordant l'Atlantique. Du point de vue écologique, la Haute-Volta peut être considérée comme assez homogène: le climat est caractérisé par une saison sèche et une saison des pluies bien définies; en dehors de l'extrême Nord du pays, subdésertique, et de la région frontalière de la Côte-d'Ivoire où les chutes de pluies sont plus importantes et plus étalées dans le temps, l'essentiel du territoire voltaïque 80% est compris entre les isohyètes 600 et 1.000 mm. Du point de vue humain par contre, la Haute-Volta est très hétérogène; au total, plus de 30 ethnies différentes y sont représentées, toutefois le groupe Mossi compte pour environ 40% de la population totale.

Les principales cultures pratiquées sont les céréales, mil, sorgho et maïs mais, aussi différentes variétés de pois, le coton, le tabac et, dans certaines zones l'igname. Enfin, sur presque toute l'étendue du pays, bien qu'en faible superficie, on cultive du riz dans les bas-fonds. Les techniques culturales sont principalement basées sur l'usage de la houe à lame métallique; toutefois, au nord d'un méridien passant en dessous de Djibo, c'est-à-dire dans les zones Peul et Touareg-Bella, l'hilaire est l'instrument aratoire le plus communément en usage. L'agriculture, qui est de loin la principale activité, est presque toute entière orientée vers la subsistance; les systèmes agricoles comportent presque tous une rotation de terres cultivées

et de jachères, de telle façon que le sol se refertilise naturellement. Il existe cependant quelques modes - assez peu élaborés - de fumure, mais jusqu'à présent, on ne peut dire qu'on observe de véritables tendances à une amélioration des techniques culturales basée soit sur des outils nouveaux, soit sur des techniques innovatrices. En dehors d'une certaine diversification des cultures - essentiellement riz, coton, cultures maraîchères aux abords des centres urbains - on ne peut constater d'augmentation sensible des surplus commercialisables.

Bétail et volailles se rencontrent dans presque toutes les régions; l'importance du bétail est cependant très variable de l'une à l'autre. Certaines populations associent d'une certaine manière l'élevage et l'agriculture; d'autres, comme le massif groupe Mossi sont tributaires des Peuls en ce domaine. Ces derniers, en dehors d'un peuplement homogène dans la région de Djibo sont clairsemés sur la plus grande partie de la Haute-Volta (excepté le sud et le sud-ouest), où ils vivent comme en osmose avec le reste de la population.

Dans la plupart des terroirs, les terres cultivées se répartissent en deux catégories: il y a les champs situés autour des "concessions" ou champs de village (infield), cultivés de façon permanente, et des champs plus éloignés des cases, champs de brousse (outfield) soumis à la jachère. Dans quelques régions ce schéma se complique, soit que l'on rencontre une troisième catégorie de champs de bas-fonds (rizières en pays Lobi, Mossi, Gourmantche), soit qu'entre la catégorie des "champs de cases", situés immédiatement auprès des concessions et les champs de brousse existe une catégorie intermédiaire, cultivée de façon plus ou moins permanente, souvent sous le couvert d'arbres "balanzan" (*faidherbia albida*). La proportion de l'une ou l'autre de ces catégories de champ dans le système agricole varie largement suivant les régions.

Du point de vue des types d'exploitation, la Haute-Volta n'est pas non plus homogène: exploitation collective au niveau de la "famille étendue", culture individualisée au niveau du ménage ou de l'individu, système intermédiaire ou, au sein de la même unité de production, culture à base collective



et culture individuelle coexistent; de plus différentes formes d'entraide dans le travail se rencontrent avec des proportions variables selon les régions.

Encore que d'un strict point de vue foncier, la Haute-Volta puisse être considérée comme assez homogène puisque l'on y rencontre les mêmes principaux types de droits, une analyse approfondie se doit de tenir compte de différents aspects sociologiques et économiques propres à chaque population et à chaque région. En effet, ce n'est plus aujourd'hui qu'un truisme que de reconnaître que vie économique et système social sont étroitement liés aux structures foncières, de même que l'évolution de ces dernières est dépendante de celle des systèmes sociaux et économiques. Trop souvent, dans le récent et court passé de la colonisation, les aspects juridiques du problème foncier ont été mis en avant: cela a donné les nombreux "coutumiers" rédigés entre 1910 et 1930 qui, au risque de figer le fluctuant par essence - la coutume - ont délibérément ignoré les changements politiques, économiques et sociaux ayant pris place avant, pendant et après la période coloniale.

Comme on l'a déjà remarqué, la diversité des groupes humains rend difficile une appréhension de l'organisation sociale en Haute Volta. Celle-ci résulte, en effet, avant tout d'amples mouvements de populations d'ethnies différentes, se juxtaposant ou se mêlant à un ou des groupements autochtones: changements économiques et évolution politique ayant peu à peu façonné les systèmes sociaux actuels. Ceux-ci sont essentiellement basés sur la parenté. Les groupes de parenté en forment la structure, toutes les activités de leurs membres et les manifestations de la vie collective passent à travers elle. L'ossature de la structure sociale est composée d'un système de lignages. Dans la plus grande partie du pays, c'est-à-dire en dehors de la région Lobi et, dans une certaine mesure, de la région Peul et Touareg où la parenté maternelle joue un rôle dans la transmission des biens et parfois du pouvoir, la parenté se compte surtout suivant la lignée paternelle: ces systèmes sont pour la plupart à prépondérance patrilinéaire, patrilocale et patriarcale.

De nombreuses variantes de ces systèmes existent entre les diverses ethnies et souvent même à l'intérieur de ces ethnies. Du point de vue politique, l'assemblage de la hiérarchie entre différents lignages varie aussi grandement, allant de groupements presque sans chefferies (Lobi) à des "royaumes" assez fortement centralisés (Mossi).

Les lignages peuvent être de profondeur et d'étendue plus ou moins grandes, en proportion du nombre de générations existant entre la génération actuelle et le plus lointain ancêtre fondateur du lignage, il se produit en fonction du temps un perpétuel processus de segmentation du lignage; celui-ci inclut seulement les personnes qui peuvent réellement retracer leurs relations communes à travers une série spécifique de liens généalogiques. Le terme "clan" est utilisé lorsque les membres de deux ou plusieurs groupes de parenté à filiation unilinéaire se reconnaissent un lien de commune descendance, mais sont incapables de retracer leurs liens généalogiques réels. Lignages maximaux, minimaux, familles étendues sont des termes employés pour désigner une hiérarchie de segments de lignage, le plus souvent d'ailleurs en rapport avec leur implantation territoriale et leurs liens économiques.

## 2. Les caractéristiques des structures foncières voltaïques

Le premier point, lorsque l'on étudie les systèmes fonciers de Haute-Volta, est de mettre de côté tous les concepts et mécanismes juridiques tels qu'ils sont définis, par exemple, par le Code Civil Français: en aucun cas, en effet, ils ne se trouvent valables pour les sociétés rurales voltaïques. Les liens qui attachent l'homme à la terre forment partout un faisceau de relations complexes dont les implications sont aussi bien d'ordre religieux et politique que social et économique. Le Droit Civil Français, dérivé du droit romain, a été façonné et adapté aux besoins d'une civilisation hautement industrialisée. Le droit coutumier voltaïque s'intègre dans une réalité toute différente.



Les opinions généralement admises concernant ce droit oscillent entre deux malentendus, tous les deux d'ailleurs aussi graves: prendre comme critère de la propriété le droit d'aliéner la terre comme le prévoit l'article 544 du Code Civil Français revient à nier l'existence de la "propriété"; tandis que, pour l'interprétation opposée, prétendre que les terres non cultivées sont "vacantes et sans maître" amène à méconnaître l'existence de droits fonciers véritables et clairement définis par la coutume.

Trois ordres de faits semblent à l'origine des différences entre le droit foncier voltaïque et les droits de type occidental. En premier lieu il y a l'existence d'un droit éminent sur la terre représenté par ce personnage présent sur presque tous les territoires de Haute-Volta - le chef de Terre. En tant que descendant des premiers occupants de la terre, il est l'intercesseur entre les hommes et les puissances surnaturelles liées à la terre; son rôle est généralement d'ordre plus religieux et juridique qu'économique, encore qu'il soit souvent le gérant des terres non appropriées du village sur lequel il a juridiction.

En second lieu l'analyse des droits fonciers montre qu'il existe des droits d'appropriation collective, investis dans des lignages maximaux ou de moindre profondeur, superposés aux droits de culture de la même terre, investis, eux, dans des individus, cultivateurs et chefs d'exploitation. De même que le droit de culture s'apparente à un droit d'usufruit, de même le droit d'appropriation s'apparente à la nue-propriété. Pourtant il existe entre ces droits des différences profondes provenant, d'une part, de la nature même de ces droits et, d'autre part, des formes d'organisation sociale prévalant dans le pays. Les limites des droits d'appropriation collective proviennent de ce que les titulaires apparents de ces droits ne sont généralement, en fait, que les représentants de communautés familiales étendues (lignage ou segment de lignage). Ce système de "co-propriété familiale" restreint dans de grandes proportions le rôle des titulaires en titre de ces droits. Les conséquences les plus importantes en sont une inaliénabilité et une imprescriptibilité "de facto" de la terre; ni son chef, ni aucun membre de l'indivision

pouvant prendre pour le groupe la responsabilité de gaspiller son capital foncier. La continuité du groupe familial et de son implantation, sa subsistance même sont en quelque sorte garanties par l'intangibilité de son patrimoine foncier. Le droit d'appropriation collective est, lui-même, limité étroitement par le droit de culture; ce dernier est le droit d'ensemencer et de récolter une parcelle de terre, il peut être permanent ou provisoire, hérité ou prêté suivant diverses modalités. Tout membre d'un lignage a généralement un droit d'usage permanent sur une partie du patrimoine foncier lignager. Vis-à-vis de ce droit de culture, le droit d'appropriation collective du chef de lignage n'est qu'un simple droit de regard: le plus souvent, il ne peut pas reprendre cette terre pour l'attribuer à quelqu'un d'autre. Même à la mort du titulaire du droit de culture, sa seule fonction peut n'être que d'entériner la transmission de ce droit aux héritiers directs du "de cujus."

Enfin, une troisième caractéristique essentielle des structures foncières en Haute-Volta est l'existence dans de nombreuses régions de terres non encore définitivement appropriées, c'est-à-dire, soit n'ayant encore jamais été défrichées, soit ayant été défrichées mais n'étant revendiquées ni par un individu, ni par un groupe familial déterminé. Pour de telles terres, le défrichement et la mise en culture peuvent donner droit d'usage permanent et droit d'appropriation pour le groupement familial dont le défricheur fait partie.

Compte non tenu des droits éminents sur la terre de type chef de terre ou chef politique, le dédoublement des droits sur les terres entre droit d'appropriation collective et droit de culture, l'indivision familiale et l'existence de terres vacantes amènent à distinguer entre les différents types de tenure. Les quatre principaux types de tenure que l'on rencontre et qui ont été retenus pour le dépouillement de l'enquête statistique sont les suivants:

- a) Droit d'usage permanent d'une terre pour un exploitant faisant partie d'un groupement lignager dont le chef détient le droit d'appropriation collective. Pour l'ensemble de la Haute-Volta, ce type de tenure s'applique à 54% des champs cultivés.



- b).- Droit d'usage permanent au titre du défrichement et de la mise en culture de brousse libre et vacante. Ce type de tenure s'applique à 14% des champs cultivés.
- c) Droit d'usage hérité d'un cultivateur détenant le droit d'usage d'un titulaire de droit d'appropriation collective. Un tel droit d'usage hérité est en général permanent, dans la mesure où il est très difficile pour le titulaire du droit d'appropriation de reprendre une terre mise en valeur par deux(ou plus) générations de membres d'un même groupe familial. Ce type de tenure s'applique à 6% des champs cultivés.
- d).- Droit d'usage provisoire prêté par le détenteur du droit d'usage permanent ou d'un droit d'appropriation collective. Ce type de tenure représente 26% des champs cultivés.

Les proportions entre les différents types de tenure sont très variables

d'une région à l'autre, comme le montre le tableau suivant:-

REPARTITION DES PRINCIPAUX TYPES DE TENURE SUIVANT LES REGIONS

Région	Tenure	Type a) Hérité	Type b) Brousse libre	Type c) Droit de culture hérité	Type d) Prêt	Total	Densité
OUEST	Bobo, Marka, Samo Peul, etc.	48	25	7	20	100	15
	Senoufo, Gouin, Turka, etc.	49	26	1	24	100	14
NORD	Peul, Bella	61	25	—	14	100	6
SUD	Lobi, Dagari	66	18	2	14	100	10
	Gourounsi	54	14	3	29	100	11
CENTRE	Mossi	57	—	10	33	100	34
	Bissa	45	10	9	36	100	28
EST	Gourmantche	37	54	—	9	100	4

Ces chiffres proviennent d'une enquête par sondage réalisée en 1961-62, sur plus de 1.100 exploitations, sur l'initiative du Ministère de l'économie nationale de la République de Haute-Volta.

La rareté de la terre, c'est-à-dire la densité de population, la diversité des types d'organisation politique, sociale et économique sont les facteurs qui expliquent ces variations. Ce tableau, toutefois, permet de mettre en évidence l'influence prépondérante de la densité de population sur les formes de tenure. C'est ainsi que, en dessous d'une densité de 5 à 10 habitants au Km<sup>2</sup>, la tenure par défrichement de terre vacante est la plus répandue (Gourmantche); l'appropriation de la terre est encore sur d'assez larges superficies mal définie. La rareté en est absente et son importance économique est faible; même la proportion de prêt est faible, ce qui peut s'expliquer pour deux raisons: d'une part, les terres libres sont disponibles en telle quantité que le cultivateur préfère mettre en culture une terre vacante plutôt qu'une terre prêtée; d'autre part, il est probable que des terres autrefois défrichées et retournées à la jachère sont de nouveau considérées comme brousse libre, le droit que donne le défrichement n'étant pas revendiqué par le défricheur et ses descendants, comme il l'est dans des zones à population plus dense. Par contre, au delà d'un certain seuil qui se situerait entre 30 à 40 habitants au Km<sup>2</sup>, la rareté s'introduit irréversiblement, il n'existe plus de terres non appropriées; l'inégalité dans la répartition des terres peut devenir importante et la proportion des champs prêtés tend à s'élever, plus de 40% pour l'ensemble du pays Mossi, 50% dans ses zones les plus peuplées. Le droit de culture, même provisoire, prend une valeur économique certaine, on peut en hériter: ce droit de culture hérité représente dans quelques régions jusqu'à 10% des champs cultivés.

L'étude de la tenure des terres ne peut être faite qu'en gardant présent à l'esprit que, sur la presque totalité du pays, l'agriculture est de loin la principale activité économique et que les systèmes fonciers sont comme le cadre social de la production. De là ressort que les divers types de structure sociale des populations habitant le pays sont en correspondance étroite avec les formes de tenure et la conception de la terre prévalant dans le système coutumier.



C'est ainsi que, dans de très nombreuses régions, les rapports religieux entre l'homme et la terre sont encore très vivants; sans doute, l'influence des religions importées - Islam et Christianisme - que l'on rencontre presque partout, tend-elle à distendre ces rapports. A cet égard, l'exemple du Liptako habité par des Peuls sédentaires et islamisés depuis plusieurs siècles est très net; cependant au niveau des communautés locales, l'action des missionnaires chrétiens et des marabouts musulmans pose aux nouveaux convertis de nombreux problèmes. L'aspect utilitaire de la fonction du chef de terre, son rôle économique et juridique, tend à se maintenir, même si ses prérogatives religieuses tendent à perdre de leur sens; son office, en quelque sorte, se laïcisant.

Là où les rapports religieux terre-homme existent, quel en semble le fondement et quelles en sont les correspondances aux autres niveaux de la vie sociale? A la base de ces rapports religieux, on retrouve les associations terre-fertilité-subsistance-vie-fécondité et terre-puissances chtoniennes-fertilité-lieu de repos des ancêtres. L'aspect religieux de la terre ne peut être considéré de façon complètement distincte de son aspect réel, utilitaire. La terre comme force surnaturelle et la terre comme facteur de production sont deux aspects d'une même réalité. Dans les cosmogonies, la Terre est souvent subordonnée à la divinité suprême en tant qu'épouse du Ciel et en association avec lui qui contient les nuages, la pluie, la foudre; la Terre fait pousser les plantes, mûrir les récoltes, couler les rivières. Elle est étroitement liée aux morts qui habitent dans ses entrailles; ce sont, d'ailleurs, les ancêtres qui sont les intercesseurs entre elle et les vivants leurs descendants. Les objets sacrés, pierres de terre (Tenkougri, Mossi), les bois sacrés sont des représentations de sa puissance surnaturelle, c'est-à-dire, les lieux de son culte, là où on prie, là où on demande; là où on sacrifie pour elle. Certaines populations et certains auteurs veulent voir en ces liens sacrés, homme-terre le fondement même du droit foncier coutumier, notamment de l'indivision lignagère du patrimoine foncier, de son inaliénabilité et de son imprescriptibilité. Une telle opinion se rencontre souvent ainsi formulée: "une vente de terre serait sacrilège à la fois pour les ancêtres et pour l'autel de la terre."<sup>1/</sup>

<sup>1/</sup> Goody J.R. The social organisation of the Lowieli p.35

En fait, le fondement religieux de l'indivision lignagère et de l'inaliénabilité n'est pas évident. On pourrait en citer comme preuve un certain nombre de populations converties, soit à l'Islam, soit au Christianisme, et qui ont conservé ces caractéristiques de leur système foncier: il semble bien en être ainsi dans la région Dagari convertie, dans sa plus grande partie, au catholicisme. Mais ce n'est peut-être pas là un bon exemple, étant donné la date encore récente de ces conversions. Mais un cas très net se rencontre, ailleurs en Afrique, dans la Vallée du Sénégal: la population Toucouleur est toute entière convertie à l'Islam avec lequel elle est en contact depuis près de dix siècles, cependant les Toucouleurs ont un droit foncier fondé sur l'appropriation collective de la terre par le patrilignage et son inaliénabilité, bien qu'ils n'aient conservé ni culte, ni rituel liés à la terre.

Plus qu'aux liens sacrés homme-terre lorsqu'ils existent, il semble qu'il faille lier la structure foncière, d'une part, à l'organisation sociale d'autre part, au système économique. L'appropriation de la terre par le lignage correspond à un concept juridique précis et aussi à des mécanismes économiques bien définis. De même que les femmes, dont la circulation obéit à des règles déterminées assurent au lignage sa descendance, de même la terre lui assure sa subsistance. De même qu'on ne repudie qu'exceptionnellement les épouses, de même on n'aliène pas la terre: " le groupe de descendance ne peut aliéner le patrimoine foncier, lequel représente ses moyens de production et sur lequel son unité et son intégration sont basées. " <sup>1/</sup> Un chef nigérien déclare en 1912 devant le West African Land Committee " dans notre conception, la terre appartient à une vaste famille dont beaucoup sont morts, quelques uns sont vivants et dont un nombre infini sont encore à naître. " <sup>2/</sup> Dans le temps continuité du lignage et unité de ce lignage incarné par son chef, appropriation collective du patrimoine foncier vont de pair pour assurer la pérennité et la subsistance du groupe familial.

<sup>1/</sup> Goody op.cit.p.35 - comme de nombreux auteurs anglais, Goody emploie le mot " corporateness " malheureusement intraduisible en français.

<sup>2/</sup> Elias p.162 The nature of African customary Law.



Divers autres caractères généraux tenant à la conception de la terre et à son rôle dans les systèmes économiques traditionnels méritent d'autant plus d'être soulignés qu'ils diffèrent radicalement de ce qu'ils sont dans les sociétés industrialisées de type occidental, ces caractères s'ordonnant les uns avec les autres en un ensemble cohérent.

En premier lieu, tout se passe comme s'il existait un droit naturel à la terre, le droit qu'a chaque homme, qu'il appartienne à la communauté villageoise de naissance ou qu'il en soit étranger, de se voir attribuer assez de terre pour, par son travail assurer sa subsistance et celle de son groupe familial. Ce système de redistribution de la terre à ceux qui en manquent par ceux qui en ont en excès (ou du moins n'en manquent pas) se fait sous forme de prêt. Ces prêts sont, sans doute, accordés selon certaines modalités mais ils ne prennent pour ainsi dire jamais la forme précise de location à titre onéreux. La contre-partie de ces prêts est, dans la plupart des cas, assez difficile à déterminer: on rencontre aussi bien des cadeaux à la récolte, des prestations de service, que des modèles très atténués de relation de clientèle, suivant que le prêt se fait à un membre de son propre lignage, à un co-villageois ou à un étranger: mais en aucun cas, cette contre-partie n'équivaut à ce que serait un prix de location; elle n'est presque jamais fixée à l'avance, elle est toujours très faible, variable d'une année à l'autre et, enfin, très souvent remise en question. Quelles sont les conséquences de ce système de redistribution des terres? Constatation extrêmement significative, l'inégalité de répartition des droits fonciers ne semble pas se traduire par une inégalité dans les superficies cultivées et, donc, dans les revenus des cultivateurs: les données statistiques obtenues pour la région Mossi, zone pourtant à densité élevée, c'est-à-dire connaissant une pression démographique sur la terre, sont à cet égard probantes. Ainsi, tout se passe comme si, dans les systèmes économiques traditionnels, la terre n'était pas le facteur limitant la production. La terre, bien libre, c'est-à-dire non empreinte de rareté dans les régions à densité faible, bien soumise au système de prêt à titre quasiment gratuit dans les régions à densité élevée et à terre rare, n'est pas un bien de capital valorisé en tant que tel, bien qu'il soit un des facteurs de production essentiels; il n'existe pas de rente foncière au sens où, par exemple, les Physiocrates employaient cette expression.

Dans un pays comme la Haute-Volta, la fréquence, la densité et l'animation des marchés surprennent par ce qu'ils révèlent sur les échanges, échanges ne représentant d'ailleurs qu'une part dans le système général des échanges qui comprend aussi les échanges de femmes à travers la dot et les nombreuses prestations de biens et de services à de multiples occasions de la vie sociale. Ce qu'il importe de remarquer ici, c'est que la terre reste <sup>en</sup> dehors de ces systèmes d'échange. Le goulot d'étranglement de la production au niveau de l'exploitation n'est pas la terre mais la force de travail <sup>1/</sup>: celui qui a les superficies cultivées les plus étendues est celui qui a, sur son exploitation, le plus de bras. En fait, tout se passe comme si la terre, reconnue comme source de la subsistance et donc garante de la survie de la communauté, était systématiquement maintenue en dehors de toutes transactions possibles, de telle sorte qu'elle ne serve qu'au maintien de l'unité et de l'intégration des groupes familiaux et villageois.

### 3. Evolution des terroirs et droit foncier

Dans la plupart des régions, on l'a déjà signalé, les terres cultivées se divisent en champs de village et champs de brousse. Les premiers peuvent être des jardins de petites superficies soit de véritables champs, contigus aux champs des cases voisines: ils bénéficient de la fumure naturelle que leur assure le voisinage des "concessions". Les champs de brousse sont plus éloignés des habitations; leur défrichement s'accompagne souvent de brûlis et de longues jachères prennent place entre deux périodes de culture; jachères et champs cultivés occupent la plus grande partie du terroir. Ce paysage agraires maintenant classique <sup>2/</sup>, est appelé par les géographes "organisation en auroles concentriques", "couronnes de cultures" et a des analogies avec des

<sup>1/</sup> Il faut remarquer que sur le plan force de travail aussi, le système économique ne comporte pas de relation de type salariat, c'est-à-dire échange travail-argent; ces systèmes peuvent, par contre connaître certaines formes d'entr'aide- "société de culture" - qui remplissent certains rôles que le salariat joue dans notre société.

<sup>2/</sup> Sautter G. A propos de quelques terroirs d'Afrique Occidentale: Essai comparatif. Etudes Rurales. N.4. Janvier - Mars 1963.



terroirs fréquents dans l'Europe ancienne et décrits sous le nom de terroirs à Infield et Outfield (ou Innenfeld et Hausseinfeld). Suivant les régions, les formes d'habitat, les densités, ce paysage agraire présente des physiologies légèrement différentes, mais on retrouve presque toujours cette distinction entre champs de case ou de village, correspondant à l'infield, au centre du terroir cultivé de façon permanente, et champs de brousse, cultivés temporairement et situés sur la périphérie, correspondant à l'Outfield.

Ce système agraire semble aussi bien en Europe qu'en Afrique, s'être développé en milieu à faible densité démographique: à partir d'un certain seuil de densité, l'équilibre agronomique infield-outfield semble se détruire. Cette rupture d'équilibre des rapports homme-terre dans un certain système de production se repercuté immédiatement dans un déséquilibre juridique de ces mêmes rapports: de même que le système de production, le système foncier se trouve engagé dans une impasse. Laissons d'abord le géographe décrire cette "rupture de l'équilibre agronomique": "dans la zone des jardins et du paro, les jachères sont inexistantes ou presque: seule, la fumure compense l'appauvrissement. En brousse des jachères de longue durée sont nécessaires à la régénération du sol. Malheureusement, la surpopulation du pays Mossi, jointe à la médiocrité des sols, impose au paysan une culture intensive des terres qui produisent jusqu'à épuisement de celles-ci. Aussi, quand une terre de brousse est abandonnée, faut-il une jachère extrêmement longue (une cinquantaine d'années) avant que la terre puisse être remise en état. On voit aux alentours relativement proches des villages, des zones qui, cultivées presque sans relâche, paraissent perdues à jamais, la brousse étant cultivée par zones concentriques de plus en plus éloignées des villages, seuls les confins des terroirs peuvent encore présenter des terres pédologiquement intactes." <sup>1/</sup>

<sup>1/</sup> Izard. Les Mossi du Yatenga. p.72

Dans la région de Ouahigouya <sup>1/</sup>, environ 1/3 de la superficie totale est cultivée chaque année, ce qui représente environ la moitié de la superficie cultivable. Comme le 1/3 de la superficie cultivée est considéré par les paysans culture permanente (infield), on comprend pourquoi dans l'outfield les jachères sont de courte durée bien insuffisantes pour la reconstitution de la fertilité du sol (les jachères de moins de 6 ans représentant 63%). Ainsi, l'infield tend à annexer l'outfield; sur l'outfield, les rotations s'accroissent, l'érosion s'accroît, " tout le système déséquilibré, les sols menacés, l'alimentation humaine compromise. " <sup>2/</sup>

Comme le système de production, le système de tenure des terres qui a pris forme dans des zones faiblement peuplées se trouve engagé dans une impasse lorsque la densité de population dépasse une certaine quantité. Pourtant, l'existence de formes de culture intensive sur champs de village et de formes de culture extensive sur champs de brousse donne au système une certaine souplesse: c'est ainsi que, le plus souvent, le morcellement est évité: lorsqu'un jeune homme se marie et devient chef d'exploitation, soit il se fait donner des champs par son père si celui-ci en possède assez, soit il emprunte à quelques autres cultivateurs les champs dont il a besoin, soit encore il va installer sa nouvelle concession dans un champ en jachère appartenant à son père sur la périphérie de la nébuleuse d'enclos et de champs permanents qui forment le centre du terroir: ainsi, les espaces en jachère jouent le rôle de réservoir de terres, mais, on le sait, au prix de l'appauvrissement des sols. Les prêts de champs compensent l'inégalité de répartition des droits sur les terres en évitant un morcellement excessif, mais en multipliant le nombre de prêts. En effet, comme le révèle le sondage statistique, dans la zone la plus peuplée du pays Mossi, c'est-à-dire à densité supérieure à 40 habitants au Km<sup>2</sup>, représentant 1.200.000 habitants, la moitié des champs cultivés font l'objet d'emprunt, c'est-à-dire ont été prêtés au cultivateur ou à un de ses ascendants directs dont il a hérité le droit d'usage temporaire.

<sup>1/</sup> Enquête agricole dans la région de Ouahigouya - Ministère de l'économie rurale, Haute-Volta - 1960.

<sup>2/</sup> Sautter - op. cit. p. 75



La question peut se formuler ainsi : pourquoi le système foncier s'il fonctionne sans heurt dans les régions à population peu denses, paraît-il se "détraquer" dans les régions à population très dense et quels sont ses inconvénients dans une perspective de développement?

i) Il est la source de très nombreux litiges. Les contestations, soit de limites de champs, soit de droits sur la terre sont très fréquentes et elles encombrant l'appareil judiciaire de certaines régions. Quand le même champ est prêté pendant 5, 10, 20, 30 ans successivement à diverses personnes, au bout d'une certaine période il devient très difficile de se reconnaître dans l'attribution véritable des droits fonciers, d'autant plus que la dévolution de ces derniers suit des règles différentes selon qu'il s'agit de "champs personnels" ou de "champs familiaux". C'est la rareté progressive des terres et leur appauvrissement, au fur et à mesure que la densité démographique augmente, qui rendent plus âpres et plus fréquents les litiges fonciers.

ii) L'inégalité de répartition des droits sur la terre et l'instabilité de ces droits créent un malaise social.

La proportion des champs prêtés atteste une grande inégalité dans la répartition des droits fonciers: plus de deux cultivateurs sur trois sont obligés d'avoir recours à l'emprunt d'un ou plusieurs champs et quatre cultivateurs sur dix n'ont sur les champs qu'ils cultivent que des droits d'usage provisoires. Enfin, environ un tiers des procès devant les Tribunaux créés par la puissance coloniale - c'est-à-dire sans tenir compte des affaires réglées directement par les chefs de terre, les chefs de village et de canton, - concernant les droits fonciers ont lieu entre membres d'un même groupe lignager. Ces conflits créent de graves mésententes au sein du groupe, allant même parfois jusqu'à provoquer l'éclatement de ce groupe.

La cohésion, jusqu'ici remarquable, de la société Mossi risque de s'en ressentir, surtout d'ailleurs dans la mesure où le problème ne peut que très rapidement empirer au cours des prochaines années. Les migrations de plus en plus nombreuses sont certainement un des signes les plus apparents de ce malaise.

La question foncière qui a été et est fréquemment débattue par les Mossi eux-mêmes, a attiré depuis longtemps l'attention des autorités politiques et administratives responsables de ces régions. On a pu même assisté récemment à une tentative de réforme du droit foncier qui, par ses modalités et ses conséquences, est très riche d'enseignements. En 1950, à Ouahigouya, une Commission se réunissait, comprenant la Commandant de Cercle( aux pouvoirs encore puissants à cette période d'Union Française) et des autorités coutumières du Yatenga, son chef supérieur le Yatenga Naba, quelques uns de ses Ministres et des " notables" représentant des diverses populations de cette société pluraliste. Le résultat du travail de cette Commission a été une codification du droit foncier dans un texte dont le titre même révèle l'ambition : "Coutumier Mossi du Yatenga."

Ce coutumier apportait deux éléments nouveaux; d'une part, il était une tentative de clarification de la coutume, d'autre part il introduisait dans le droit foncier une modification importante. La première tâche, si son intention était louable, est vite apparue comme source de graves malentendus: en effet, ce coutumier était, par sa définition même une entremise impossible, dans la mesure où il consignait par écrit, c'est-à-dire sous une forme fixe, une coutume orale et continuellement en évolution avec la totalité de la société elle-même. Ainsi il prenait le risque de figer le droit de cette société à une certaine période de son histoire, au moment même où cette histoire la faisait passer par des transformations rapides et importantes. Le danger apparaît immédiatement lorsqu'on examine les conséquences du seul changement qu'il apportait au droit foncier, à savoir une prescription de 15 ans au profit de celui qui cultive une terre qui ne lui a été prêtée.

Le texte de 1950 dit: " Afin d'éviter des contestations de terrain souvent insolubles lorsque l'origine des droits est par trop ancienne, la Commission décide que l'usage prolongé et ininterrompu d'un champ créera un droit de propriété au profit de l'occupant actuel. Pour pouvoir se targuer de ce droit, l'usager devra prouver qu'il a cultivé le terrain actuellement en sa possession pendant une période de 15 ans au minimum." En fait, l'introduction de cette prescription était révolutionnaire : grâce à la prescription,



Les détenteurs de plus du tiers des champs prêtés pouvaient s'en faire reconnaître le droit de "propriété", ce qui revenait à redistribuer les droits fonciers sur près de 20% des terres cultivées; mais surtout, dans la mesure où l'imprescriptibilité de la terre est un des fondements du droit foncier et, pourrait-on même dire, de la société dans son ensemble, la prescription risquait de paralyser son fonctionnement et d'avoir des conséquences économiques imprévisibles. Effectivement, encore que l'application de cette réforme n'entre que très lentement en vigueur, d'autant plus lentement d'ailleurs qu'elle heurte plus la mentalité des Mossi eux-mêmes, on peut déjà discerner certaines de ces conséquences. Déjà dans le "système traditionnel", depuis que la pression sur la terre s'était considérablement accrue, revenait souvent dans les conversations le thème suivant: ceux qui possèdent les terres tiennent de moins en moins à les prêter, car, lorsqu'ils en ont de nouveau besoin, soit pour eux-mêmes, soit pour un membre de leur groupe familial, il leur est souvent difficile de les récupérer. La prescription va certainement avoir pour effet de renforcer cette tendance: les possesseurs de terre vont préférer laisser leur terre inutilisée --donc refuser de la prêter -- plutôt que de risquer de la voir passer soit dans un autre segment de lignage( en cas de prêt à l'intérieur du groupe lignager), soit dans un autre lignage, soit même dans les mains d'un étranger. De plus en plus de terres risquent ainsi d'être retirées du circuit de la production, sous l'effet de cette réforme; à l'heure où justement le FEDOM dépense près de 1.500.000.000 F.CFA sur un projet de restauration des sols et où le nombre des aménagements hydro-agricoles se multiplie, on vient à se demander si l'introduction de la prescription dans le droit coutumier ne peut pas avoir des conséquences économiques désastreuses. Ce qui nous amène tout naturellement à la troisième caractéristique du droit foncier.

iii) Le système foncier actuel semble très difficilement compatible avec un progrès économique rapide et une agriculture de type moderne.

L'incertitude de l'appropriation pour la majorité des cultivateurs et la grande proportion de ces derniers n'ayant que des droits tenus et éphémères sur les terres qu'ils cultivent, freinent certainement tout changement dans

les techniques culturales: un cultivateur est peu enclin, par exemple, à bonifier par fumure un champ qu'il sait se voir obliger de quitter ou qu'il ne peut transmettre à son fils. Si le système foncier peut paraître souple par certains côtés, grâce surtout aux possibilités aisées d'emprunt de terre à titre presque gratuit, il semble inconciliable avec une gestion économique différente de la gestion traditionnelle. En effet, il n'y a pas de possibilité de vente d'aucun type de droit d'appropriation, pas plus que d'aucun droit d'usage permanent ou provisoire: non seulement les locations à titre onéreux semblent à peu près inconnues, mais mêmes les conventions verbales fixant la durée pendant laquelle un terrain est cédé sont exceptionnelles, le gré du détenteur du droit d'usage permanent et la nature des rapports prêteur-emprunteur comptant seuls.

#### 4. Réforme foncière et développement

Comme le montre cette rapide analyse du système foncier voltaïque, la coutume foncière telle qu'elle fonctionne actuellement semble parfaitement adaptée, d'une part, à un état assez archaïque des techniques et de l'économie traditionnelle, d'autre part, à une situation de non-rareté des terres. Comme l'a montré l'exemple du pays Mossi, elle se trouve dans une impasse et complètement inadaptée en face, soit d'une rareté croissante de la terre, soit d'un changement dans les techniques. Tout semble se passer comme si le droit coutumier foncier était né dans une situation caractérisée par l'abondance de terres et un niveau assez bas des techniques: c'est l'homme qui s'adapte au rythme naturel de la terre et non la terre que l'homme force à son propre rythme.

En examinant la situation foncière dans le cadre de la planification, il apparaît qu'un certain nombre de problèmes sont à résoudre de façon urgente. Ces principaux problèmes sont les suivants: l'attribution des terres améliorées par les barrages hydro-agricoles ( qui vont se multiplier rapidement au cours des prochaines années), la réforme du droit foncier dans les zones les plus peuplées(notamment dans le périmètre de rénovation des sols de Ouahigouya, ou parallèlement est prévue une dose assez massive d'encadrement rural), les



droits fonciers des migrants au sein de communautés étrangères (cas surtout des migrations Mossi). L'ordre d'importance et le degré d'urgence qu'il y a à les résoudre sont évidemment du domaine politique; d'ailleurs c'est l'évidence même que ces problèmes ont de nombreux caractères communs et que les solutions apportées à l'un pèseront d'un grand poids sur les solutions à apporter aux autres, sauf toutefois si une réforme foncière d'ensemble est, d'emblée, recherchée.

Une réforme "foncière" au sens large de l'expression, c'est-à-dire dans le domaine du transfert et/ou de la modification des droits sur la terre pourrait comprendre:

- des actions visant à stabiliser les conditions d'exploitation, donc à modifier les droits sur la terre;
- des actions créant un transfert des droits fonciers et/ou des possibilités de transfert de droits fonciers.
- des actions tendant à créer de nouvelles formes d'exploitation, notamment des exploitations collectives.

Actuellement dans le droit foncier voltaïque, droit collectif et droit individuel s'enchevêtrent et il est permis de penser que, devant l'instabilité de leur tenure, des cultivateurs progressistes hésitent à entreprendre des améliorations foncières qui augmenteraient la productivité de leur terre et en relèveraient sa valeur. Aussi, le premier objet de la réforme serait de définir de façon claire les droits de chacun, travail considérable et délicat mais sans lequel tout progrès paraît impossible. L'Histoire nous enseigne que la réforme des "enclosures" a joué un rôle essentiel dans le développement agricole et industriel de la Grande Bretagne au 19ème siècle. Un exemple plus proche est celui de la réforme foncière - Land consolidation - réalisée au Kenya en pays Kikuyu de 1958 à 1962: cette réforme a comporté un remembrement et une attribution de titres individuels de propriété négociables dans certaines conditions. Sans aucun doute, cette réforme est à l'origine de profondes modifications dans les techniques culturales et de l'essor économique rapide de la région au cours des deux ou trois dernières années. D'autres exemples de réformes analogues certaines moins convaincantes que d'autres, peuvent s'observer au Buganda et au Ciskei.

Que comporterait juridiquement une telle réforme?

- La consolidation des droits d'usage permanents et leur transformation en titre foncier individuel consacrant la pleine propriété.
- La transformation des droits d'usage temporaire en contrat de prêt, gratuit ou de location à titre onéreux à durée déterminée.
- Des règles précises de dévolution des biens immobiliers et la suppression des droits d'appropriation collective.
- La suppression des droits éminents des chefs politiques et des chefs de terre, sauf à utiliser ces derniers, en raison de leurs connaissances du terrain et de sa répartition dans les commissions chargées de déterminer et d'enregistrer les titres de propriété.

A l'opposé des solutions qui prennent comme point de départ le stimulant de l'intérêt individuel, on trouve les formules tendant à créer des formes nouvelles d'exploitation collective. Ces formules peuvent toucher le mode d'appropriation du sol et son mode d'exploitation; ce sont les systèmes de culture collective qui suscitent actuellement un très grand intérêt. Ils peuvent se faire, soit en mettant en commun tous les actes de l'exploitation (c'est le cas de la "commune" chinoise, du "kibboutz" israélien, de l'"unité de production" tunisienne), soit en mettant en commun certains éléments du travail du sol (cas du "kolkhose" russe ou du "moshav shitovivi" israélien), ou seulement certains éléments de la production ("moshav ordiu" israélien). A l'heure où il est si souvent parlé de "socialisme africain", de telles solutions doivent être étudiées très sérieusement. Mais l'analyse doit essayer de tenir compte de très près de réalités voltaïques et des expériences passées et récentes de réforme foncière en Afrique et dans le reste du monde. A ce propos, il semble qu'il faille se garder d'un préjugé assez répandu selon lequel les formes de tenure collective et parfois d'exploitation commune par famille étendue, telles qu'on les rencontre en Haute-Volta et ailleurs en Afrique, pourraient avantageusement servir de base à des formes d'exploitation véritablement collective de type "kibboutz" ou "kolkhose." En fait, familles étendues, lignages ou clans forment des unités sociales cohérentes, d'autant plus cohérentes que, dans la société traditionnelle, elles s'affirment les unes par rapport aux autres et même souvent



s'opposent; comme on le sait, le groupe a le pas sur l'individu et, en tant que tel, il est irréductible à un ensemble plus grand tel, que, par exemple, le village. Il est possible que, dans de nombreux cas, il soit plus difficile de faire participer plusieurs lignages à des formes collectives d'exploitation (au niveau du village), que s'il s'agissait d'une série d'individus séparés. Par contre militent en faveur des formes collectives les habitudes que l'on rencontre, dans toutes les régions de la Haute-Volta, de travail en commun: les "sociétés de culture" allant tour à tour, sur une base de réciprocité, travailler une journée (ou plusieurs) chez chacun des "sociétaires", ou chez l'un ou l'autre contre un paiement en argent ou, le plus souvent encore, en nature.

Tenure "individualisée", tenure "collectivisée", chaque type de solution comporte ses avantages, ses inconvénients et aussi sa part de conséquences difficiles à prévoir: cette simple distinction n'épuise d'ailleurs certainement pas les possibilités de la nation voltaïque. Un enregistrement de titres fonciers individuels, joint à la création de formes souples d'organisation collective de la production permettrait peut-être de résoudre l'opposition individu-groupe et de donner à chaque population une chance de se développer selon son originalité propre. Quelle que soit la solution adoptée, une réforme foncière ne peut être en aucun cas considérée comme une panacée capable de résoudre par elle-même les problèmes de développement qui se posent au paysannat voltaïque: les autorités qui en sont responsables ne la conçoivent que comme une mesure parmi d'autres - encadrement rural, modernisation de l'artisanat, commercialisation, crédit rural - plus qu'aucune autre cependant, par les conséquences en profondeur qu'elle peut avoir, elle implique un choix qui modèlera les formes de devenir de la nation elle-même.